

**Assemblée générale**

Distr. générale
25 juillet 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-sixième session,
29 avril-3 mai 2013**

N° 5/2013 (Turkménistan)

Communication adressée au Gouvernement le 5 novembre 2012

Concernant: Maksat Kakabaev et Murad Ovezov

Le Gouvernement a répondu à la communication le 14 janvier 2013.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été renouvelé et précisé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Maksat Kakabaev (ci-après M. Kakabaev) et Murad Ovezov (ci-après M. Ovezov), sont deux chanteurs populaires de nationalité turkmène.

4. En janvier 2011, M. Kakabaev a fait une apparition sur la chaîne musicale turque de télévision par satellite TMB. Il a été interviewé et ses clips musicaux ont été diffusés. À la suite de cette interview sur TMB, le Ministère turkmène de la culture et de la radiodiffusion a convoqué dans un bureau local du Ministère de l'intérieur M. Kakabaev et M. Ovezov, ainsi que six autres chanteurs populaires qui étaient apparus à leurs côtés dans leurs clips musicaux. Il leur a été ordonné de ne plus apparaître dans des médias étrangers. Tous les chanteurs ont été interrogés et auraient été obligés de présenter des déclarations explicatives.

5. Le 28 janvier 2011, après quinze jours de détention administrative durant lesquels ils ont fait l'objet de violences physiques et verbales, M. Kakabaev et M. Ovezov ont été accusés et condamnés respectivement à sept et cinq ans d'emprisonnement.

6. M. Kakabaev a dû répondre de chefs d'accusation ayant trait à un différend qui l'avait opposé à un voisin, un an auparavant, au sujet d'une antenne de télévision. Il aurait été placé en détention à la prison de Chagal, un établissement pénitentiaire de régime renforcé.

7. M. Ovezov a dû répondre de chefs d'accusation ayant trait à un accident de voiture survenu en 2010, pour lequel il avait à l'époque été condamné à deux ans d'emprisonnement avec sursis. M. Ovezov aurait été arrêté une nouvelle fois en 2011 et condamné à cinq ans d'emprisonnement au motif qu'il aurait manqué à l'obligation, dont était assorti le sursis, de se présenter au commissariat. M. Ovezov aurait été placé dans une colonie pénitentiaire dans le district de Khanhowuz, dans la province orientale de Mary.

8. Le procès de chacun des requérants se serait tenu à huis clos en février 2011 et leurs proches se seraient vu refuser l'accès à la salle d'audience.

9. La source affirme qu'en raison du contrôle exercé par les autorités sur les informations relatives à la situation des droits de l'homme dans le pays, peu de détails spécifiques sont connus sur l'arrestation et la détention au secret de M. Kakabaev et de M. Ovezov. Les membres de leur famille et leurs amis craindraient trop les représailles pour fournir des informations à des organisations étrangères.

10. En mars 2012, le Comité des droits de l'homme a noté, dans ses observations finales sur le Turkménistan (CCPR/C/TKM/CO/1), que malgré l'amélioration du cadre législatif, certaines questions demeuraient au niveau de l'application de la législation dans la pratique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de la torture, l'indépendance de la magistrature, la liberté de réunion et la liberté d'association.

11. Dans ce contexte, la source soutient que la détention de M. Kakabaev et de M. Ovezov est directement liée au fait qu'ils ont exercé, à travers des chansons, leur droit à la liberté d'opinion et d'expression garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte consacre «la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix». Ainsi que l'a énoncé le Comité des droits de l'homme dans son Observation générale n° 34 (2011) sur l'article 19: Liberté d'opinion et liberté d'expression, la liberté d'expression est «le véhicule pour l'échange et le développement des opinions», et constitue le fondement de toute société démocratique (par. 2). La source souligne que la liberté d'expression est également garantie par l'article 28 de la Constitution du Turkménistan.

12. La source fait valoir qu'aucune des restrictions prévues au paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques n'est applicable dans la présente affaire. Selon la source, étant donné que la liberté d'opinion et la liberté d'expression protègent toutes les formes d'opinion et d'expression, un chanteur a le droit de choisir la musique, le style et le contenu de ses chansons, sans être inquiété. Les deux requérants sont des chanteurs populaires célèbres. M. Kakabaev est particulièrement connu pour ses chansons de rap. Par exemple, les paroles de l'une de ses chansons sont les suivantes: «Ouvre tes yeux, regarde dans le miroir/Regarde autour de toi/Ne t'arrête pas, réveille-toi/Ça suffit». «Ne laisse pas passer ta chance/Ne te perds pas/Crois en toi/Sinon il sera trop tard/Réveille-toi, réveille-toi!».

13. La source prétend que les autorités turkmènes ont persécuté les deux chanteurs à cause de leurs chansons et de leur style vestimentaire considérés comme contraires à la mentalité turkmène et aux politiques gouvernementales qui visent à promouvoir le patriotisme auprès de la jeunesse turkmène.

14. Conformément à la loi turkmène sur la culture, le statut des chanteurs, en tant que groupe appartenant à la catégorie plus large des «travailleurs artistiques», est déterminé par leur mission qui consiste à créer des valeurs culturelles qui reflètent les particularités nationales de la mentalité turkmène (art. 23 et 24). Cette loi dispose également que l'un des aspects de la mission des chanteurs consiste à encourager la formation de qualités morales et spirituelles. Selon les informations communiquées, les autorités turkmènes ont considéré que les chansons et les choix vestimentaires de M. Kakabaev ne «reflétaient pas les particularités nationales de la mentalité turkmène» et n'«encourageaient pas la formation de qualités morales et spirituelles» au sein de la population turkmène. Selon le rapport établi par l'Initiative turkmène pour les droits de l'homme, M. Kakabaev et M. Ovezov ont été décrits comme des «jeunes musiciens interprétant des chansons d'amour pop au lieu de composer la musique patriotique encouragée par le Gouvernement».

15. La source soutient que la rapidité avec laquelle leur procès a été mené et le secret qui a entouré cette affaire sont la preuve que des motivations politiques se cachent derrière leur arrestation et leur inculpation. La source affirme que M. Kakabaev a été condamné à sept ans d'emprisonnement alors que le différend avec son voisin avait été réglé à l'amiable. Si l'inculpation de M. Kakabaev était liée à ce différend, la source estime qu'une peine de sept ans d'emprisonnement est injuste et disproportionnée.

16. De même, la source fait valoir que les charges retenues contre M. Ovezov et la peine d'emprisonnement qui lui a été imposée éveillent les soupçons quant à la légitimité de la présente affaire. M. Ovezov a été condamné pour des chefs d'accusation ayant trait à un accident de voiture survenu en 2010, pour lequel il avait à l'époque été condamné à deux ans d'emprisonnement avec sursis. Pourtant, immédiatement après son interview sur la chaîne TMB, M. Ovezov a été arrêté une nouvelle fois au motif qu'il aurait manqué à l'obligation, dont était assorti le sursis, de se présenter au commissariat de police.

17. Selon la source, la nature politique de l'affaire transparaît également dans le fait que, bien que M. Kakabaev soit l'un des chanteurs turkmènes les plus regardés sur YouTube, ses clips n'ont jamais été diffusés sur Turkmen Owazy, la principale chaîne de télévision musicale en ligne du pays. Selon la source, ce constat est la preuve que les politiques générales mises en œuvre au Turkménistan visent à réprimer toute forme d'expression qui n'est pas considérée comme patriotique ou comme reflétant les valeurs nationales turkmènes. La source soutient que M. Kakabaev et M. Ovezov, à travers leurs chansons, ne constituaient pas une menace – ni réelle ni abstraite – à la sécurité nationale, à l'ordre public, à la santé ou à la moralité publiques.

18. En outre, la source fait valoir que la détention de M. Kakabaev et de M. Ovezov constitue une privation de liberté arbitraire étant donné que les autorités n'ont pas respecté les normes internationales minimales relatives à la régularité de la procédure et à un procès équitable.

19. En premier lieu, la source fait observer que les requérants se sont vu refuser une audience publique. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, «toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera [...] du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle [...]». Conformément aux dispositions de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, «toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial». En outre, l'article 27 du Code de procédure pénale du Turkménistan dispose que «les audiences en matière pénale doivent être publiques dans tous les tribunaux». Le droit à une audience publique est nécessaire pour assurer un procès équitable¹. Le Comité des droits de l'homme considère que «le caractère public des audiences assure la transparence de la procédure et constitue une importante sauvegarde dans l'intérêt de l'individu et de toute la société» et que les tribunaux doivent «fournir les moyens matériels permettant aux personnes intéressées d'y assister».

20. La source fait valoir que, dans la présente affaire, le Gouvernement turkmène a dénié à M. Kakabaev et à M. Ovezov leur droit à une audience publique. Le procès a eu lieu à huis clos et l'accès à la salle d'audience a été refusé à leurs proches. On ne dispose d'aucune information fiable sur les motifs exacts pour lesquels M. Kakabaev et M. Ovezov ont été condamnés respectivement à sept et cinq ans d'emprisonnement.

21. En deuxième lieu, la source souligne que, conformément à l'article 14 du Pacte et à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il ne peut pas y avoir de procès équitable sans un tribunal indépendant, compétent et impartial. Le caractère raisonnable de la procédure est l'un des aspects de l'exigence d'impartialité énoncée au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte. Un tribunal doit donner une impression d'impartialité à un observateur raisonnable². La garantie d'indépendance porte, entre autres, sur «l'indépendance des juridictions de toute intervention politique de l'exécutif et du législatif»³.

¹ Voir l'Observation générale n° 32 (2007) du Comité des droits de l'homme sur l'article 14: Droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, par. 28.

² Ibid., par. 21.

³ Ibid., par. 19.

22. La source affirme que, dans la présente affaire, un observateur raisonnable qualifierait les motifs invoqués par le tribunal pour condamner les deux chanteurs d'indice de parti pris. M. Kakabaev aurait été condamné pour un différend présumé avec un voisin au sujet d'une antenne de télévision. La légalité de ce chef d'accusation est suspecte puisque le différend présumé remontait à un an au moment de l'arrestation de M. Kakabaev, et avait été résolu à l'amiable à l'époque. M. Kakabaev a pourtant été condamné à sept ans d'emprisonnement. De même, M. Ovezov aurait été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour des chefs d'accusation ayant trait à un accident de voiture pour lequel il avait à l'époque été condamné à deux ans d'emprisonnement avec sursis. Il a été arrêté une nouvelle fois au motif qu'il aurait manqué à l'obligation, dont était assorti le sursis, de se présenter au commissariat.

23. La source fait valoir que ces charges ont servi de prétexte aux autorités pour placer les chanteurs en détention et les condamner. La source est préoccupée par le fait que M. Kakabaev et M. Ovezov aient été placés en détention et condamnés sur la base de fausses accusations par un tribunal qui n'est ni indépendant ni impartial.

24. En troisième lieu, la source soutient que les requérants se sont vu refuser une représentation en justice effective en violation du paragraphe 3 d) de l'article 14 du Pacte. Aucune information n'est disponible sur la question de savoir si, à un stade de la procédure, les autorités turkmènes ont autorisé M. Kakabaev et M. Ovezov à bénéficier des services ou de l'assistance d'un avocat. Cependant, selon la source, la rapidité avec laquelle s'est déroulé le procès serait la preuve qu'ils n'ont pas bénéficié d'une représentation en justice effective. Les deux chanteurs ont été convoqués initialement le 28 janvier 2011. Ils ont été placés en détention administrative pendant quinze jours et, en moins d'un mois, ils ont été condamnés respectivement à des peines de sept et cinq ans d'emprisonnement.

Réponse du Gouvernement

25. Dans sa réponse en date du 14 janvier 2013, le Gouvernement a fourni au Groupe de travail les informations figurant ci-après.

26. Le Gouvernement affirme que M. Kakabaev et M. Ovezov ont été condamnés pour des infractions sans lien avec leurs activités artistiques.

27. Le 3 février 2011, le bureau du procureur du district de Kopetdag, à Achgabat, a engagé des poursuites pénales contre M. Kakabaev en vertu de l'article 279 du Code pénal du Turkménistan; l'affaire a été confiée au Service d'enquête du département de police du district de Kopetdag pour enquête préliminaire. Le 10 février 2011, M. Kakabaev a dû répondre d'un nouveau chef d'inculpation relevant des dispositions des articles 279 et 228 du Code pénal.

28. Conformément aux conclusions de l'enquête préliminaire, le 2 juin 2010, vers 13 h 30, M. Kakabaev, citoyen turkmène né en 1982, agissant avec la complicité de son père, Ovezmuhammed Kakabaev, et de son frère, Murat Kakabaev, a commis sans aucune raison des actes illicites portant gravement atteinte à l'ordre public avec usage de la violence, destruction et dégradation de biens privés dans un espace public, à savoir l'entrée du bâtiment N-222 de la résidence Gaudan «B» à Achgabat. Les trois hommes ont utilisé la violence physique contre un mineur, V. Staklon, et contre N. Ataev, habitant le même immeuble. M. Kakabaev et ses complices ont continué leurs violences en dépit des demandes légitimes adressées par M. Orazov, étudiant de l'Institut du Ministère des affaires intérieures qui était chargé de veiller au respect de l'ordre public à ce moment-là et qui leur a intimé l'ordre de ne pas troubler l'ordre public. Le mineur, V. Staklon, et M. Ataev ont été traînés dans la rue. Le mineur V. Staklon a été passé à tabac et a eu «des contusions à la mâchoire inférieure et au cou ainsi que des hématomes dans les tissus mous» et sa chemise a été déchirée. M. Ataev a également été passé à tabac et a eu «une fracture des os du nez, des contusions à la poitrine, la taille et aux membres ainsi que des éraflures», et sa chemise a été déchirée.

29. Le Gouvernement informe le Groupe de travail que, de surcroît, en août 2010, M. Kakabaev a emprunté mille deux cents dollars (1 200 \$) à M. Garlyev pour payer à la compagnie iranienne Reshtap Gurgan Transport, le transport de ses voitures, une Mercedes Benz et une Toyota Avalon, des Émirats arabes unis au Turkménistan. En réalité, M. Kakabaev a commis un acte frauduleux et a abusé de la confiance de M. Garlyev puisqu'il l'a dupé et n'a jamais remboursé sa dette, ce qui a causé un sérieux dommage matériel à M. Garlyev.

30. Le 16 février 2011, le tribunal du district de Kopetdag a reconnu M. Kakabaev coupable d'infractions aux articles 279 et 228 du Code pénal et l'a condamné à cinq ans d'emprisonnement.

31. Pendant l'exécution de sa peine, M. Kakabaev a reçu certaines récompenses et certaines réprimandes; il a eu droit à 13 longues et 10 courtes visites de parents proches; et il a également reçu neuf colis de nourriture. Il a demandé des soins médicaux à neuf reprises et, actuellement, son état de santé est considéré comme satisfaisant.

32. Le 12 octobre 2010, le Service d'enquête de la police d'Achgabat a engagé des poursuites pénales contre M. Ovezov en vertu de l'article 326 du Code pénal du Turkménistan. Au cours de l'enquête, il a été établi que le 30 avril 2010, vers 12 h 45, M. Ovezov avait commis une grave infraction au Code de la route. Au volant d'une BMW 525 enregistrée au nom de M. Charyev, sans permis de conduire ni procuration, M. Ovezov roulait d'ouest en est sur la rue Chevchenko. Il a fait demi-tour, a traversé une double ligne continue au milieu de la route et est entré en collision avec une Toyota Previa conduite par M. Elyasov. Le passager de la Toyota Previa, M. Kakabaev, a subi des blessures de gravité moyenne qui ont entraîné des problèmes de santé de longue durée, notamment un «déplacement au niveau de l'articulation de la hanche droite, des fractures fermées de l'articulation de son avant-bras droit sans déplacement, des contusions au nez, une commotion cérébrale, des contusions dans la région pelvienne du côté droit et des égratignures sur le front».

33. Le 10 novembre 2010, M. Ovezov a été inculpé en vertu de l'article 326 du Code pénal et des restrictions aux déplacements lui ont été imposées en tant que mesure de contrainte. Le 20 novembre 2010, l'enquête préliminaire étant achevée, l'affaire pénale a été transférée au tribunal.

34. Le 14 décembre 2010, le tribunal du district d'Azatlyk a reconnu M. Ovezov coupable d'infractions aux articles 326 et 68 du Code pénal et l'a condamné à deux ans de travaux forcés. Le 29 janvier 2011, sur décision du tribunal du district, la condamnation de M. Ovezov a été commuée en peine de deux ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire.

35. Pendant l'exécution de sa peine, M. Ovezov n'a pas reçu de récompense ni de réprimande; il a reçu six longues visites et 18 visites courtes de proches parents; aucune limite ne lui a été imposée pour la réception de colis. Il n'a pas demandé de soins médicaux et son état de santé actuel est satisfaisant.

Observations complémentaires émanant de la source

36. La source a informé le Groupe de travail de la libération de M. Kakabaev et de M. Ovezov en vertu d'une grâce présidentielle accordée à l'occasion de la célébration de la fête du Drapeau national. D'après la source, leur libération est intervenue après la soumission de sa communication au Groupe de travail et l'envoi d'une lettre d'un groupe de membres du Parlement européen.

37. S'agissant de la réponse du Gouvernement, la source fait valoir que la réponse ne donne aucune indication sur les circonstances de l'arrestation de M. Kakabaev et de M. Ovezov ni sur les violations de la procédure décrites dans la communication. Les faits entourant l'arrestation de M. Kakabaev et de M. Ovezov laissent manifestement penser que leur détention découle de leurs activités musicales.

38. La source rappelle que les chanteurs sont apparus sur la chaîne musicale turque de télévision par satellite TMB en janvier 2011, à la suite de quoi ils ont été convoqués par le Ministère de la culture et de la radiodiffusion et ont été avertis qu'ils ne devaient plus apparaître dans des médias étrangers. Peu après, le 28 janvier 2011, M. Kakabaev et M. Ovezov, ainsi que cinq autres chanteurs qui étaient apparus à leurs côtés dans leurs clips musicaux, ont été arrêtés par les forces de l'ordre et ont fait l'objet de violences verbales et physiques. La source fait observer que, dans sa réponse, le Gouvernement n'a réfuté aucun de ces faits.

39. La source affirme que, s'il est difficile de confirmer les affirmations sans fondement du Gouvernement en raison des limitations sévères imposées à la liberté de la presse et aux activités des défenseurs des droits de l'homme au Turkménistan, la réponse du Gouvernement laisse toutefois un certain nombre de questions en suspens. Tout d'abord, si l'emprisonnement de M. Kakabaev et de M. Ovezov était réellement dû à des incidents séparés sans lien avec leurs activités musicales, pourquoi ont-ils été arrêtés en même temps que d'autres artistes? Ensuite, pourquoi le Gouvernement a-t-il attendu son arrestation le 28 janvier 2011 – près de huit mois après le différend présumé au sujet de l'antenne de télévision, mais juste après sa prestation télévisée – pour inculper M. Kakabaev? Enfin, pour quels motifs le Gouvernement a-t-il commué la peine de M. Ovezov en emprisonnement, si ce n'est à cause de ses activités musicales? Ces questions restées en suspens et le fait que le Gouvernement n'ait pas expliqué les circonstances de l'arrestation de M. Kakabaev et de M. Ovezov, portent fortement à croire que leur détention était en réalité motivée par l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'expression, ce qui constitue une violation du paragraphe 2) de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et relève donc de la catégorie II des critères de détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

40. La source fait observer que le Gouvernement n'a pas tenu compte des allégations de violations graves du droit à une procédure régulière dans la présente affaire. La source soutient que M. Kakabaev a été condamné à l'issue d'un procès à huis clos, apparemment quelques jours seulement après sa mise en accusation. Il n'est pas clairement indiqué si M. Ovezov a eu droit à une procédure régulière lorsque sa peine a été commuée en emprisonnement. La source prétend également qu'il est possible que le Gouvernement ait refusé à M. Kakabaev et à M. Ovezov tout accès à l'assistance d'un avocat pendant toute la durée de leur détention.

Délibération

41. Bien que M. Kakabaev et M. Ovezov aient été libérés, conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail et vu la gravité des violations présumées, le Groupe de travail se réserve le droit de rendre un avis sur la question de savoir si la privation de liberté était ou non arbitraire.

42. Le Gouvernement ne conteste pas que les chanteurs M. Kakabaev et M. Ovezov ont fait une apparition sur la chaîne musicale turque de télévision par satellite TMB en janvier 2011, à la suite de laquelle ils ont été convoqués par le Ministère de la culture et de la radiodiffusion et ont été avertis qu'ils ne devaient plus apparaître dans des médias étrangers. Le Gouvernement ne conteste pas non plus l'allégation selon laquelle peu après, le 28 janvier 2011, M. Kakabaev et M. Ovezov ont été arrêtés avec cinq autres chanteurs qui étaient apparus avec eux dans leurs clips musicaux.

43. Bien que les faits pour lesquels M. Ovezov a été arrêté remontent à avril 2010, et que les faits pour lesquels M. Kakabaev a été privé de liberté soient survenus en juin 2010, les deux hommes ont été arrêtés le même jour avec plusieurs autres artistes, en janvier 2011, juste après leur prestation télévisée, et convoqués au Ministère de la culture et de la radiodiffusion.

44. Le Groupe de travail considère que c'est parce qu'ils ont exercé leur droit à la liberté d'expression que M. Kakabaev et M. Ovezov ont été privés de liberté. Les autorités turkmènes ont considéré que leurs chansons et leur tenue vestimentaire étaient contraires à la mentalité turkmène et aux politiques du Gouvernement qui visent à promouvoir le patriotisme auprès des jeunes Turkmènes.

45. À cet égard, le Groupe de travail rappelle que le paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantit le droit à la liberté d'expression, y compris l'expression artistique⁴ et protège toutes les formes d'expression, y compris audiovisuelles.

46. Le Groupe de travail considère que, dans la présente affaire, M. Kakabaev et M. Ovezov ont été privés de leur liberté pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression tel que le garantissent l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le paragraphe 2) de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

47. La privation de liberté de M. Kakabaev et de M. Ovezov relève donc de la catégorie II des critères de détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

48. Le Groupe de travail n'est pas en mesure de présenter des conclusions en ce qui concerne les allégations de violation du droit à un procès équitable dans la présente affaire, faute d'informations suffisantes sur ces violations présumées.

Avis et recommandations

49. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail sur la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Kakabaev et de M. Ovezov était arbitraire en ce qu'elle était contraire à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au paragraphe 2 de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève de la catégorie II des critères de détention arbitraire applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

50. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement turkmène de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Kakabaev et de M. Ovezov de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

51. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, y compris du fait que les intéressés ont été libérés, la réparation appropriée consisterait à rendre effectif le droit à réparation de M. Kakabaev et de M. Ovezov établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 30 avril 2013]

⁴ Voir Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 34 (2011) sur l'article 19: Liberté d'opinion et liberté d'expression, par. 11.